



Westminster & City News

NUMÉRO 34

Du 20 au 26 septembre 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La nouvelle comptabilisation des prêts étudiants affecte les finances publiques – Au Royaume-Uni, une agence publique est responsable de l'octroi des prêts aux étudiants. Ces derniers ne sont tenus de les rembourser que lorsque leur revenu avant impôt atteint 1 577 £ par mois. Le montant des remboursements mensuels est ensuite proportionnel au salaire et non à la somme due. Ce système implique qu'une part des prêts peut ne pas être remboursée. Auparavant, ces pertes ne se répercutaient sur les finances publiques que lorsque le prêt arrivait à échéance après 30 ans. Désormais, une perte estimée est comptabilisée comme une dépense publique dès qu'un prêt est octroyé. Ainsi, le déficit public pour l'année 2018-19 a été revu à la hausse de 12,4 Md£ pour atteindre 41,4 Md£. La répercussion du ralentissement économique sur les recettes, couplée à une progression des dépenses, devrait conduire à une dégradation des finances publiques en 2019-20 et à éloigner le gouvernement de son objectif de déficit sous les 2 % du PIB d'ici 2020-21. Cet objectif devrait être prochainement révisé par le Chancelier.

La conférence du parti travailliste indique une orientation plus sociale et écologique – Les annonces du principal parti d'opposition comprennent l'objectif de réduction du temps de travail hebdomadaire moyen à 32h en 10 ans, la gratuité des soins médicaux pour les personnes âgées (pour 8 Md£ par an), une politique migratoire plus accommodante, des mesures visant à baisser les prix des médicaments, l'augmentation de 50 % du nombre de médecins généralistes et la suppression des écoles privées pour promouvoir l'égalité des chances. Les travaillistes ont également adopté une orientation écologique marquée avec l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 et non plus 2050, le soutien à la mobilité électrique via des prêts 0%, des financements supplémentaires pour l'énergie éolienne offshore (12 Md£) et la nationalisation des 6 principaux fournisseurs de gaz et d'électricité.

Les britanniques peinent à comprendre leur système fiscal – D'après une [enquête](#) du cabinet d'audit Deloitte, le *Tax code* (code attribué à un individu pour définir sa situation fiscale) et les taux d'impôt sur le revenu étaient parmi les éléments les moins compris par les britanniques. Les avantages fiscaux associés aux dons aux œuvres de charités sont aussi très peu connus. Ce manque de connaissance serait particulièrement marqué pour les plus jeunes. Concernant l'évolution du système fiscal, 43 % des interrogés déclarent préférer maintenir le système fiscal tel qu'il est contre 26 % en faveur d'une hausse des impôts pour améliorer les services publics et 17 % pour une baisse des impôts quitte à réduire les dépenses publiques. 24 % considèrent que le système fiscal est juste, 19 % qu'il est injuste et 57 % qu'il est neutre. Les individus disposant d'une plus large connaissance du système fiscal ont davantage tendance à le trouver juste.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La constitution de stocks en préparation au Brexit devrait moins soutenir l'activité au T3 qu'au T1 – D'après l'enquête de l'organisation professionnelle CBI sur le mois de septembre, l'industrie britannique subit pleinement les effets du ralentissement économique mondiale contrairement à ce début d'année où la constitution de stocks à l'approche de la première échéance du Brexit (31 mars) avait permis de soutenir la demande. Les mesures prises par le parlement début septembre, pour contraindre le gouvernement à demander un nouveau report du Brexit si

aucun accord n'a été trouvé, semblent avoir amené les entreprises à considérer que reconstituer des stocks n'était pas nécessaire.

COMMERCE

Réduction du déficit de la balance commerciale, la tendance initiée au T2 confirmée – Selon [l'ONS](#), le déficit de la balance commerciale du Royaume-Uni s'est réduit de 14,9 Md£ entre mai 2019 et juillet 2019 et a atteint 2,9 Md£. Cette réduction confirme la tendance observable sur le T2, au cours duquel le déficit s'était réduit de 16 Md£ et avait atteint 4,9 Md£ en juin 2019. La poursuite de cette baisse résulte de la forte réduction du déficit de la balance des échanges de biens qui s'explique par une chute de 14,1 Md£ entre mai et juillet 2019 des importations de produits non-spécifiés, de produits chimiques, de machines et d'équipements de transport. Cette réduction des importations s'expliquerait par un estompage de l'effet de stockage, qui avait été amorcé au T1 en prévision d'une sortie en avril. Par ailleurs, les exportations de biens ont augmenté de 0,8 Md£ entre mai et juillet 2019. La balance des échanges de services s'est également améliorée dans les trois mois précédents juillet avec une diminution des importations de services 1,1 Md£.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

L'agence anti-criminalité disculpe A. Banks des accusations de financement occulte de la campagne du Leave – Après deux ans de procédure, la *National Crime Agency* (NCA) a [annoncé](#) n'avoir trouvé aucune preuve qu'A. Banks ou l'une de ses sociétés avaient bénéficié de financements par des tiers, en l'occurrence la Russie, pour contribuer à la campagne du *Leave.EU*, le groupe de campagne pro-Brexit qu'il a fondé. Les contributions d'A. Banks se sont élevées à 8 M£, soit l'une des plus importantes donations politiques jamais faites au RU. L'enquête avait été lancée à la suite d'une plainte de la Commission électorale contre A. Banks et ses associés, suspectés de manœuvres illégales dans le cadre du prêt contracté auprès de Rock Holdings, propriétaire de Southern Rock, un réassureur basé à Gibraltar qui fournit des services à d'autres compagnies d'assurance contrôlées par A. Banks. La NCA a déclaré n'avoir trouvé aucune preuve que les individus ou organisations faisant l'objet de l'enquête avaient commis des infractions au droit des sociétés et aux règles des financements électoraux.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Lloyd's of London s'engage à garantir 30% de ses postes de direction à des femmes – Cette décision fait suite aux résultats de l'[étude](#) lancée par la société d'assurance dans un contexte de plusieurs rapports faisant état de cas de harcèlements sexuels dans l'entreprise. Selon cette étude, un employé sur dix aurait déjà été témoin de comportements assimilables à du harcèlement sexuel en 2018, et 24 % auraient été impliqués dans une consommation excessive d'alcool sur le lieu de travail. Lloyds a donc souhaité mettre en place une série de [mesures](#) visant à mettre fin à une culture considérée comme « toxique ». Le quota d'environ 30% de femmes au sein des conseils d'administration et des comités exécutifs est conforme aux standards déjà pratiqués par de nombreuses institutions financières. L'organisation publiera, à partir d'avril 2020, des rapports sur les progrès réalisés, y compris sur d'autres aspects de la vie au travail (40 % des répondants à l'étude considèrent être soumis à une pression excessive au travail ; plus de 22 % admettent avoir fermés les yeux sur des comportements inappropriés).

Mark Carney s'exprime sur la finance durable lors du *Climate Action Summit* des Nations Unies - Le gouverneur de la BoE a [insisté](#) sur la nécessité d'un changement radical en matière de *reporting* et de gestion des risques. Il a notamment appelé à un *reporting* contraignant des risques financiers liés au changement climatique, pour rendre les décisions financières plus adaptées et responsables, ainsi qu'à une gestion des risques climatiques plus aboutie. Les institutions financières et leurs autorités de supervision doivent améliorer leur compréhension des risques climatiques pour adapter leurs techniques d'analyse et d'atténuation de ces risques. Il a rappelé que la BoE serait le premier régulateur à tester son système financier à l'aune des risques climatiques et que cette pratique devait être désormais généralisée à l'échelle mondiale. Enfin, il a plaidé pour une optimisation de la finance durable dans la prise de décision financière au quotidien.

La FCA se dit satisfaite de la mise en œuvre des nouvelles obligations de MIFID II sur la recherche financière – Dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles exigences de la Directive MIFID II, les frais engagés par les courtiers au titre de la recherche financière doivent désormais être dissociés des frais d'exécution, dans le but d'une plus grande transparence des prix pour les clients et pour limiter les conflits d'intérêts. La FCA a réalisé un [examen](#) de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif qui démontre une amélioration de la présentation des coûts de recherche et d'exécution et qui a permis aux entreprises d'absorber elles-mêmes les coûts de la recherche, entraînant

une économie de 70M£ pour les investisseurs dans les portefeuilles d'actions. Par ailleurs, la FCA n'a pas noté de réduction de la couverture de la recherche, y compris pour les petites et moyennes entreprises. Néanmoins, elle reconnaît la persistance de niveaux variés de prix et s'engage à surveiller les éventuelles ruptures de concurrence sur le marché. La FCA entreprendra une nouvelle revue dans les 12 à 24 mois.

BANQUES

La néo-banque britannique CYBG annonce la suppression de 330 emplois dans les deux ans – La *Clydesdale and Yorkshire Bank* (CYBG) a annoncé ces licenciements dans le cadre de sa fusion avec Virgin Money lancée en octobre 2018, ce qui en a fait la sixième plus grande banque du RU. Les 330 licenciements, qui seront répartis sur l'ensemble du territoire britannique, constituent la première tranche des 1 500 suppressions de postes annoncées lors de la fusion. Les équipes concernées comprennent le marketing, la banque de détail, le risque et les prêts hypothécaires. Les bureaux d'Édimbourg, Norwich et Leeds devraient être fermés. CYBG a déjà été fortement touchée par le scandale de l'assurance-emprunteur dont les demandes d'indemnisation ont atteint entre 300 et 450 M£. Le cours de l'action de la CYBG a chuté de plus de 20 %. Anciennement propriété de la National Australia Bank, la CYBG a été créée en 2016 et est désormais membre du FTSE 250. D'ici 2021, elle utilisera exclusivement la marque Virgin Money.

Un tiers des succursales bancaires du Royaume-Uni a fermé au cours des cinq dernières années – Une nouvelle étude de l'organisation de consommateurs *Which?* confirme la baisse du nombre d'agences bancaires au RU. Près de 3300 agences bancaires ont fermé entre janvier 2015 et août 2019 (soit 34% du réseau) ou ont réduit leurs horaires et jours d'ouverture (5% n'ouvriraient que 3 à 4 jours par semaine). Natwest suivi de RBS (même groupe) ont fermé 74% de leurs agences sur le territoire national, HSBC en a fermé 442 et Barclays au moins 481. Nationwide a conservé 96% de ses agences, s'engageant à ne laisser aucune ville où elle est actuellement basée sans succursale, au moins jusqu'en mai 2021. *Which?* appelle le Chancelier S.Javid à des actions pour garantir le maintien de l'accès aux espèces et UK Finance insiste sur le rôle clé que jouent les succursales bancaires dans les zones rurales et pour les personnes âgées, et que « la technologie n'est pas pour tout le monde ».

FINTECH

Les Fintech du RU continuer d'augmenter leurs investissements – Selon un nouveau [rapport](#) conjoint EY/Innovate Finance, l'investissement moyen total réalisé a augmenté d'un tiers en deux ans, les entreprises levant en moyenne 20 M£ en 2019, contre 15 M£ en 2017. Lors des prochains rounds de financement, les projections envisagées portent sur 2,6 Md£. Les incertitudes liées au Brexit sont néanmoins citées comme une préoccupation par 42% des entreprises, notamment quant aux risques pour le RU de perdre sa position de leader sur le marché mondial de la haute technologie. Les investisseurs craignent en particulier de perdre l'accès aux capitaux et aux talents, ce dernier point constituant un défi majeur pour 53% des entreprises. Le rapport constate également la persistance d'un déséquilibre de parité hommes/femmes dans le secteur (70,5 % d'hommes/29,5 % de femmes). La disparité est encore plus marquée pour les créateurs de Fintech, dont seulement 25% sont des femmes.

AUDIT ET CONSEIL

Le FRC envisagerait d'ouvrir une enquête sur la faillite de Thomas Cook – Le régulateur comptable a [indiqué](#) réfléchir à ouvrir une enquête sur la [faillite](#) de Thomas Cook conjointement avec l'*Insolvency Service* – service du BEIS chargé de l'administration des procédures de liquidation en cas de suspicion de fraude – afin de déceler la présence éventuelle de manœuvres comptables frauduleuses. L'enquête, qui viserait EY et PwC – les deux cabinets d'audit historiques du groupe – aurait notamment pour objectif d'expertiser la nature des charges comptablement enregistrées comme exceptionnelles ainsi que le traitement des dépréciations d'actifs et l'analyse faite de la soutenabilité de la dette.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Louis Martin,
Laura Guenancia et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 26 septembre 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T2 2019)		-0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		2,0%	2,2%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,1%	2,0%
	Consommation	1,8%	2,3%
	Dépenses publiques	1,3%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,6%	2,4%
	Importations (B&S)	4,0%	3,0%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,1%	1,3%
	Secteur de la construction	1,5%	3,9%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,2%	0,4%
	Ventes au détail	3,9%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,3%
Taux d'emploi		76,1%	75,3%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	2,6%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,3%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,9%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,3%	-2,0%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,5%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,14	1,14
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.